

FORUM EUROPEEN DE L'INSTITUT ASPEN FRANCE

EUROPE 2005-2025: VISIONS ET CONTRIBUTIONS DES THINK TANKS

« *L'Union européenne peut-elle être plus démocratique ?* »

HOTEL DU DEPARTEMENT - LYON, 10 – 12 DECEMBRE 2004

L'Institut Aspen France a organisé du 10 au 12 décembre 2004 à Lyon un **Forum Européen des Think Tanks**, rassemblant une quarantaine de participants de think tanks et de mouvements européens, américains, ainsi que des universitaires et des représentants des milieux politiques et économiques. Tous étaient invités à réfléchir ensemble, de manière transversale et décloisonnée, à la question « *l'Union européenne peut-elle être plus démocratique ?* ».

L'Europe peut devenir plus démocratique, selon des formes qui restent à inventer. A partir de ce constat commun, les participants au Forum ont tenté de répondre à trois questions : une Union européenne démocratique peut-elle se passer d'un peuple européen ? Comment rapprocher les citoyens européens et l'Europe ? Comment organiser le système politique communautaire pour en renforcer la dimension démocratique ?

Il est clair sur le premier point que la démocratie européenne ne peut exister sans « *demos* » européen. Pourtant, l'Union européenne démocratique va de toute évidence devoir se passer d'un « peuple européen » dans la conception traditionnelle des Etats-nations. L'identité politique européenne sera forcément multiple et multiforme selon les questions, les situations et les aspirations des citoyens. Un éventuel sentiment d'appartenance à une entité politique supranationale commune ne pourra que s'ajouter aux allégeances nationales et locales, en cercles concentriques et croisés. D'un côté, on en discerne déjà les prémisses, autour d'un « *corpus commun de comportements acceptables* », d'*« une certaine vision du rôle de l'Etat »*, de valeurs incarnées par la Charte des droits fondamentaux et en réaction à la politique internationale des Etats-Unis. D'un autre côté, les taux d'abstention aux élections parlementaires européennes, partout plus forts que pour les élections nationales, augmentent. Les débats européens ennuient. « *Le vrai problème est qu'il n'y a pas suffisamment d'interpénétration des marchés politiques nationaux avec le marché politique européen* », les responsables politiques nationaux préférant « *être roi dans leur royaume que prince dans un empire* », condamnant ainsi « *le marché politique à rester national* ».

Pour rapprocher les citoyens de l'Europe, il est donc essentiel de stimuler l'interpénétration des débats et des enjeux politiques locaux, nationaux et européens par le dialogue transversal entre autorités nationales et européennes compétentes, de la base au sommet, de même que le dialogue trans-frontière des citoyens. « *Des gestes aussi symboliques que la création d'une équipe olympique européenne* » permettraient de stimuler un sentiment de fierté « *patriotique* » européenne. Le travail de démocratisation doit aussi se faire au niveau des élites dirigeantes, qui doivent s'efforcer de proposer un projet positif pour l'Union européenne. En effet, puisque la colle qui pourra faire tenir l'UE n'est pas une identité commune et unique de ses citoyens, l'élément fédérateur ne peut être que le ou les projets et objectifs partagés.

Pourtant, il semble difficile de discerner ce qui pourrait servir aujourd'hui de projet fédérateur comme le Marché unique en son temps. L'agenda de Lisbonne ne fait pas l'unanimité. L'aide internationale semble plus consensuelle : elle permettrait de « *capitaliser sur l'appétit de générosité de la population* ». Face au flou relatif du projet fondamental de l'Union aujourd'hui, restent quantité d'actions concrètes susceptibles de rapprocher les citoyens et l'Europe : par exemple créer un « *bureau des meilleures pratiques* », fonder une ou plusieurs grandes universités européennes capables de rivaliser avec les plus grandes universités mondiales, mieux parler de l'Europe, éventuellement faire coïncider les élections parlementaires européennes et nationales, « *trouver les moyens de faire entrer les citoyens dans la réflexion politique, par exemple par les conférences de citoyens* », et mieux mobiliser les « *intermédiaires* », syndicats et *think tanks* dans l'espoir de « *susciter la demande* ».

Enfin, concernant l'organisation du système politique communautaire, la réforme des institutions paraît indispensable pour rendre les institutions européennes plus responsables devant les citoyens. Donner au Parlement le droit d'initiative, réformer les modes de scrutin, lui accorder un vrai pouvoir d'élection du Président de la Commission, régler le problème des dépenses des députés et impliquer plus étroitement les parlements nationaux dans le processus décisionnel communautaire sont autant de mesures de nature à renforcer le rôle et la légitimité des institutions européennes. Il faudrait aussi développer des partis européens qui ne disparaissent pas entre chaque élection et qui disposent de programmes véritablement transnationaux. Il conviendrait de « *dramatiser* » la vie politique institutionnelle et de tirer parti de la Constitution européenne pour engranger les avancées démocratiques qu'elle offre, avant même sa ratification partout où c'est possible.

Au-delà de la mécanique institutionnelle, la démocratisation du système politique communautaire et l'adhésion des citoyens au projet se heurtent inévitablement à des questions de fond relatives à la nature même du projet européen : faut-il faire une pause dans la construction européenne ? Faut-il plus de débats politiques communautaires selon des lignes traditionnelles de débat gauche-droite ? Devons-nous encourager une Europe à plusieurs vitesses ? Les dirigeants européens doivent-ils et peuvent-ils clarifier ces choix ? Il sera probablement impossible de trancher ces choix fondamentaux, même au prix de l'incertitude et du désintérêt que cela génère chez les citoyens européens.

La démocratie européenne, ni « *nationale ni supranationale* » mais « *transnationale* », est ainsi en cours d'invention. Le puzzle démocratique européen prend forme, sur la base d'institutions qui se démocratisent, d'un corpus émergeant de valeurs communes et de différents niveaux d'allégeance communautaire. Les débats ont souligné avec force que « *la construction européenne a commencé à être suffisamment poussée pour poser la question de la démocratisation, mais qu'elle n'est pas assez avancée pour lui apporter une réponse* » simple et unique. Ces débats pourront donc être poursuivis, notamment avec l'aide des *think tanks*, autour des axes dessinés les 11 et 12 décembre 2004 à Lyon.